

La jeunesse privilégiée d'autres engagements

La chose publique chipote autant la jeunesse actuelle que les précédentes. Mais elle se méfie davantage des partis. Les réseaux sociaux facilitent sa mobilisation.

Dis-moi ce que tu penses et je te dirai de qui tu es proche. C'est le principe des tests électoraux qu'en 2014, l'UCL et l'Université d'Anvers (avec d'autres partenaires) ont mis sur pied à l'approche des scrutins régional, fédéral et européen. Un « système d'aide au vote » (SAV) qui avait rencontré un certain succès (lire ci-contre), y compris auprès des plus jeunes, primo-votants ou affichant peu de scrutins au compteur. Un résultat qui venait tordre le cou aux idées reçues sur le désintérêt de la nouvelle génération pour la politique.

« On avait laissé aux répondants la possibilité de laisser leur adresse e-mail pour un contact ultérieur, explique Benoît Rihoux, professeur à l'Institut des sciences politiques de Louvain-Europe (UCL), impliqué dans ce programme. Avec eux, on a poursuivi les travaux universitaires. Et il y avait parmi eux une proportion significative de jeunes. »

Le désintérêt des jeunes à l'égard du débat démocratique relèverait ainsi du cliché. « Dans les enquêtes, on observe qu'il y a un peu moins d'intérêt de la part des moins de 35 ans et des plus de 65 ans, constate Emilie Van Haute, politologue au Cevipol (ULB). Mais la différence est de l'ordre de 1 ou 2 % par rapport aux autres tranches d'âge. Ce n'est pas significatif. » A ceci près qu'il est erroné de parler des jeunes en général : à l'instar de leurs aînés, le comportement des citoyens en herbe varie en fonction du degré d'études atteint et du niveau socio-économique. De manière générale, « dans les enquêtes qualitatives, on observe une insatisfaction des jeunes à l'égard de la politique mais l'idéal démocratique comme mode de gouvernance est chez eux le plus soutenu », nuance Heidi Mercenier, chercheuse et doctorante en sciences politiques à l'Université Saint-Louis Bruxelles.

Implication plus immédiate

Reste que si cet attrait de la chose publique n'a pas baissé au fil des générations, « les jeunes qui participent à la

politique ou s'y intéressent constituent une minorité », souligne Min Reuchamps, professeur de sciences politiques à l'UCL. Il définit ainsi un « quatre-quarts » des comportements de la jeunesse : un intérêt très poussé pour la politique avec un engagement, une implication sociale plus générale, un intérêt pour les questions de société mais pas pour la politique en particulier, un désintérêt total.

L'activisme militant a toutefois pris d'autres formes, désormais, estiment ces chercheurs. « L'adhésion à un parti ou un syndicat, la participation plus organisée, tout cela est moins important de nos jours, commente Emilie Van Haute. Par contre, on voit émerger des modes de participations plus individualisés, comme la signature de pétitions, plus facile en ligne que sur papier, ou l'expression politique sur les réseaux sociaux. » Une tendance que confirme Min Reuchamps : « En une décennie, on est passé de 10 à 2 % des Belges membres d'un parti politique et, dans les enquêtes, les jeunes déclarent plus souvent soutenir Greenpeace qu'un parti politique. Mais on constate d'autres formes d'engagements comme le boycott de produits ou la participation à des causes écologistes ou altermondialistes. »

Une implication qui ne serait individuelle qu'en apparence, souligne-t-il encore « mais plus immédiate ». Car si les réseaux sociaux touchent chacun isolément, ils sont surtout un formidable vecteur de mobilisation, comme lors des flashs mob ou des rassemblements de Nuit Debout. Avec cette constante, dans le chef des jeunes pousses de toutes les époques : la contestation.

Désenchantement

La méfiance à l'égard des partis s'inscrit par ailleurs dans un contexte global, souligne Heidi Mercenier : celui d'un désenchantement vis-à-vis de la politique. « Les formes d'engagement ont évolué. Les gens sont plus critiques à l'égard de la démocratie. Et les jeunes sont le miroir de cette crise de la représentation. Et puis, le retrait n'est pas

forcément un désintérêt ou une apathie mais une forme de positionnement par rapport à la politique », insiste-t-elle.

Moins tentés par les explications globalisantes du monde qu'apporte un parti, une idéologie, les jeunes développent une vision plus parcellaire de la société, au gré des mobilisations ponctuelles. Et les campagnes électorales, où les informations contradictoires foisonnent, tendent à les embrouiller plutôt qu'à les éclairer.

Au risque d'induire chez eux une plus grande versatilité électorale ? « C'est difficile à établir, confesse Emilie Van Haute. Mais la construction d'une identité politique prend du temps. Les plus jeunes n'ont donc pas encore une identité partisane affirmée. Mais d'une manière générale, ils votent plus facilement pour les petits partis. C'est peut-être une manière de protester. » Ce qui reste, quoi qu'on en dise, un acte politique par excellence. ■

PASCAL LORENT

EN CHIFFRES

Ecolo attire moins de jeunes

Les mouvements de jeunesse des partis politiques attirent encore.

MR. En forte croissance, les Jeunes MR comptent désormais 9.000 membres.

PS. Aux 4.000 Jeunes Socialistes, le parti ajoute 4.182 membres de moins de 35 ans.

CDH. Fin 2015, les Jeunes CDH étaient 1.925 (pour 1.028 en 2011).

Ecolo. Depuis le dernier scrutin, Ecolo J a perdu du terrain. A la fin de l'année passée, elle recensait 2.138 affiliés.

PTB. Le Comac, qui rassemble les étudiants du PTB, dispose d'effectifs stables et renouvelés : 456 membres en juin 2016 et 250 « Red Fox » (14-18 ans).

PRATIQUE

Un outil à la disposition des écoles

► **Test.** En 2014, une équipe pluridisciplinaire associant notamment l'UCL et l'Université d'Anvers avait conçu un système d'aide au vote (SAV). Sur un site internet, le visiteur répondait à une série de propositions reprises dans les programmes des partis politiques représentés dans les différentes assemblées. « Il comportait non moins de 8 tests distincts : 2 tests fédéraux, européens et pour la Région de Bruxelles-Capitale (chacun de ceux-ci en français et en néerlandais), un test pour la Région wallonne et un test pour la Flandre », rappelle Be-

noît Rihoux, professeur à l'Institut des sciences politiques de Louvain-Europe (UCL), impliqué dans ce programme.

► **Succès.** A l'époque, 1,9 million d'utilisateurs (pour 2,7 millions d'utilisations) avaient ainsi cherché à mesurer leur degré de proximité avec un ou plusieurs partis.

► **Partis.** Pour la partie francophone, les propositions avaient été puisées dans les programmes des cinq familles représentées dans les différentes assemblées fédérale, régionales et communautaire : PS, MR, CDH, Ecolo et Défi. Les concepteurs du test électoral en ligne viennent d'adapter leur création à des fins pédagogiques, sans toutefois actualiser les propositions

qui restent celles émises lors de la campagne électorale de 2014, avec les mêmes partis et les mêmes algorithmes. « *Méthodologiquement, il n'aurait pas été crédible de rajouter ce parti qui aurait été interrogé sur ses propositions en 2016 alors que celles des autres partis remontent à 2014*, explique Benoît Rihoux. *De même, on n'a pas ajouté le PP.* »

► **Pédagogie.** L'outil vient d'être complété par la définition d'une série de notions, pas toujours évidentes pour les plus jeunes. Et cela à des fins pédagogiques, afin que les écoles et enseignants s'emparent de l'outil dans le cadre de cours axés sur la citoyenneté.

P.Lt

www.testelectoraleducatif.be

partis

L'adhésion est marginale

A en croire les chercheurs, les partis n'auraient plus la cote auprès des jeunes pousses de la démocratie. Une tendance que semblent infirmer les états-majors des mouvements de jeunesse liés aux familles politiques.

« Ces quatre dernières années, nous sommes passés d'une cinquantaine de sections locales à plus de cent », assure Gwenaëlle Wuillot, coordinatrice des Jeunes MR. Des adhésions qui croissent en moyenne au rythme de deux à trois par semaine (plus en période électorale), tandis que les défections se limitent à deux ou

trois par mois.

Au PS également, on assure que les effectifs des JS connaissent une croissance annuelle depuis quelques années, même si on ne peut clairement la chiffrer. Même tendance à la hausse dans les rangs humanistes : les Jeunes CDH ont vu le nombre de leurs adhérents progresser de 87 % en cinq ans. Une croissance à la hausse qui colle à celle, d'un tiers environ, des effectifs du parti (grand) frère.

Porté par le scrutin de 2014 et par des sondages toujours enjôleurs, le PTB observe, lui, une grande stabilité au niveau de sa jeunesse. Les étudiants, rassemblés sous la bannière du Comac, « cessent d'être membres dès qu'ils ont terminé leurs études », explique Charlie Le Paige, coordinateur du mouvement. *Mais nous observons un turn over*

important qui nous permet de maintenir un nombre stable de militants ». Le PTB dispose depuis peu d'une association spécifique pour les 14 à 18 ans.

Dans ce paysage, seuls les Verts font grise mine. « Nous sommes en baisse et cela depuis quelques années », reconnaît Bruno Gemenne, porte-parole d'Ecolo J. Un recul qu'il attribue notamment au ressac électoral des aînés écologistes et... au désintérêt pour les mouvements politiques.

Pour Min Reuchamps (UCL), ces chiffres ne contredisent pas la méfiance plus générale à l'égard des partis. « On parle ici de chiffres qui constituent une goutte d'eau dans un océan de jeunes. On se trouve face à une minorité qui s'engage auprès d'un parti. » D'autant que peu de ces jeunes militeront ensuite parmi leurs aînés. ■

P.Lt